Marsas : finances de la commune

Commune · Gironde (33) · 1 260 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Marsas affichait un encours de dette de 145 k€, soit 115 € par habitant, une épargne brute égale à 10,3 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 2,3 ans.

Dette par habitant
115 €
145 k€ au total

Capacité de désendettement
2,3 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
10,3 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
433 € / hab.
546 k€ au total

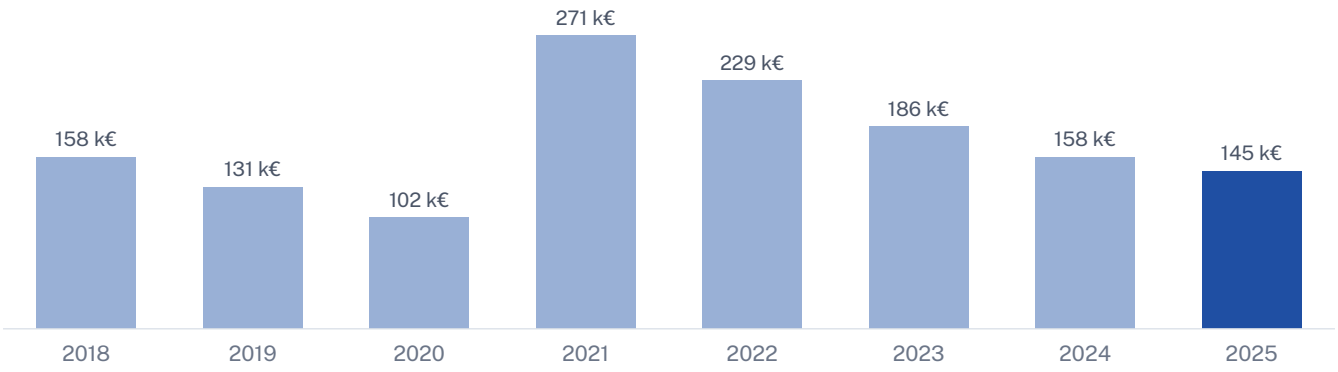
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	433 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	50,2 %	217 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	10,3 %	50 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	115 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	108 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Combien rapportent les impôts locaux ?	166 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 158 k€ en 2018 à 145 k€ en 2025 (-8,2 %). Valeur la plus haute : 271 k€ en 2021 ; la plus basse : 102 k€ en 2020.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	158 k€	22,4 %	1,2 ans	133 k€
2019	131 k€	12,4 %	2,1 ans	87 k€
2020	102 k€	17,9 %	1,1 ans	212 k€
2021	271 k€	9,8 %	4,9 ans	379 k€
2022	229 k€	17,8 %	2,1 ans	99 k€
2023	186 k€	6,5 %	4,8 ans	179 k€
2024	158 k€	18 %	1,4 ans	173 k€
2025	145 k€	10,3 %	2,3 ans	136 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Marsas	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	115 €	531 €	−78,3 %
Impôts locaux par habitant	166 €	396 €	−58,2 %
Frais de personnel par habitant	217 €	238 €	−8,7 %
Investissement par habitant	108 €	428 €	−74,8 %
Taux d'épargne brute	10,3 %	20,4 %	
Capacité de désendettement	2,3 ans	4,7 ans	

Jumelles : Grugies (02), Quédillac (35), Saint-Gérand-Croixanvec (56), Grazac (43), Lacourt-Saint-Pierre (82), La Boissière-des-Landes (85), Bellinghem (62), Lieu-Saint-Amand (59), Fleury (50), Souligné-sous-Ballon (72). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	1 225	1 260	+2,9 %	+2,7 %
Dette par habitant	107 €	115 €	+8,2 %	−21,9 %
Impôts locaux par habitant	100 €	166 €	+65,9 %	+26,4 %
Frais de personnel par habitant	184 €	217 €	+18,3 %	+19,4 %
Taux d’épargne brute	12,4 %	10,3 %	−2,1 points	−4,9 points
Capacité de désendettement	2,1 ans	2,3 ans	+0,2 an	−0,1 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		951 €		1 545 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Marsas	Comparaison
Habitants (2023)	1 247	+10 % depuis 2012 (département : +13,9 %)
65 ans ou plus (2023)	17,3 %	département : 20,2 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	2 pour 100 habitants	département : 4,6
Salariés du secteur privé (2025)	47	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	135	−3,6 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	100	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d’élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

550 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 250 emplois, soit 43 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	0,8 %	1,3 %	2,4 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	12,5 %	7,7 %	6,6 %	22,4 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	14,5 %	21,9 %	20,1 %	18,4 %
Professions intermédiaires	24,3 %	27,4 %	26,4 %	21,6 %
Employés	32,6 %	25,5 %	26,1 %	22 %
Ouvriers	16,1 %	16,8 %	19,5 %	13,2 %

Professions les plus exercées par les habitants : Gironde (33)

Profession	Habitants (environ)	Part
Secrétaires, employés de la bureautique	11 720	1,6 %
Infirmiers en soins généraux salariés	10 810	1,4 %
Aides-soignants	10 770	1,4 %
Ouvriers de la viticulture et de l'arboriculture fruitière	10 430	1,4 %
Enseignants titulaires du primaire	9 610	1,3 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	9 380	1,3 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	8 570	1,1 %
Ouvriers du nettoyage	8 480	1,1 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	8 050	1,1 %
Agents de service des établissements de santé	8 020	1,1 %
Maîtrise et techniciens des autres services administratifs	7 550	1 %
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	7 520	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Gironde (33)) : 67 045 au moins, dont 47,1 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Viticulteurs, arboriculteurs	5 761	32,4 %
Agriculteurs	3 840	54,7 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	2 992	30,5 %
Agents d'entretien de locaux	2 620	49,4 %
Serveurs de cafés restaurants	2 562	54,6 %
Employés de libre service	2 055	21,7 %

Métier	Projets	Difficiles
Professionnels de l'animation socioculturelle	1 883	47,9 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	1 764	77,2 %
Aides-soignants	1 608	53,1 %
Cuisiniers	1 457	66,2 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Marsas
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	136 k€ pour 8 projets
Par habitant	108 € (communes de même taille : 210 € ; département : 155 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	36,4 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2025	DETR	RENFORCEMENT MUR SOUTENEMENT CIMETIERE	14 000 €
2023	DETR	extension du cimetière	11 378 €
2024	DETR	Travaux de couverture au groupe scolaire	6 341 €
2025	DETR	RENFORCEMENT MUR SOUTENEMENT CIMETIERE	4 500 €
2024	DSIL	Installation d'un systeme d'alarme incendie et ppms radio pour le groupe scolaire	4 317 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.